

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 23 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OLGA**

2 Rue Julien Neveu  
35530 Noyal-Sur-Vilaine

Références : UD35/2025-221  
Code AIOT : 0005503449

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement OLGA implanté ZI La Galmandière 35220 CHATEAUBOURG. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vérification par sondage de la conformité des installations frigorifiques à l'ammoniac et des installations de déchargement de produits chimiques vrac à partir d'une citerne routière.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OLGA
- ZI La Galmandière 35220 CHATEAUBOURG
- Code AIOT : 0005503449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un site de production de boissons et desserts à base de soja qui comprend notamment des installations frigorifiques à l'ammoniac et des installations de déchargement de produits chimiques vrac à partir d'une citerne routière.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	NH3 frigo : SdM 4 + 5	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 09	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 2/02/2006, article 11.5	Demande d'action corrective	6 mois
5	Aire de déchargement de l'acide nitrique et de la soude en vrac	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI-a	Demande d'action corrective	1 mois
6	Aire de déchargement du chlorure ferrique en vrac	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI-a	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	NH3 frigo : SdM2 + 3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 09	Sans objet
3	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La problématique de déchargement accidentel d'un produit chimique vrac à partir d'une citerne routière doit être étudiée dans l'étude de dangers.

Les installations de déchargement doivent être remises en état (notamment absence de rétention associée à l'aire de déchargement du chlorure ferrique).

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NH3 frigo : SdM2 + 3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 09
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Visite annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Par mail du 24/03/2025, l'exploitant a communiqué l'audit de conformité APAVE du 23/07/2024 relatif aux SdM 2 & 3 qui signale une non-conformité relative à l'art. 49 de l'AM du 16/07/1997 : existence d'une ligne liquide, vers le bac eau glacée, dépourvue de dispositif limiteur de pression, mais équipée de vannes d'isolement toujours manœuvrables (non plombées).  <i>Rappel art. 49 : "... un dispositif limiteur de pression doit être placé sur toute enceinte ou portion de canalisation, qui en régime normal peut être isolé par la fermeture d'une ou de plusieurs vannes sur phase liquide"</i>  L'APAVE considère que cela présente un risque qui nécessite à minima la rédaction d'une consigne de sécurité affichable à proximité.  Post inspection, par mail du 13/06/2025, l'exploitant a communiqué une procédure, associée à ce risque, dénommée « gestion du risque d'emprisonnement NH3 »
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : NH3 frigo : SdM 4 + 5**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 09
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Visite annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Par mail du 24/03/2025, l'exploitant a communiqué l'audit de conformité APAVE du 23/07/2024 relatifs aux SdM 4 & 5, alors que la page d'entête indique par erreur SdM 2 & 3. Cet audit signale 9 non conformités. L'exploitant précise que l'audit a été réalisé pendant la réalisation des travaux de modification des SdM prévus dans le porter à connaissance (PAC) de 2021.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > <b>L'inspection demande à l'exploitant de communiquer son plan d'action relatif aux réponses apportées ou à apporter aux non-conformités suivantes :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• art. 3 : concernant les problématiques coupe-feu, l'exploitant peut se référer au guide INERIS 2015 de rédaction des EDD NH3 frigo (Annexe 5 : tableaux d'analyse préliminaire des risques, 2.1.2 Perte de confinement sur réservoirs) qui introduit une mesure de maîtrise des risques de prévention des propagations d'incendie. En effet, l'exploitant envisage que sa MMR de prévention des propagations d'incendie soit le sprinklage des SdM NH3 et des locaux adjacents, sous réserve de respecter pour la SdM NH3 le §.5.14.3.3 de la norme NF EN 378 relatif aux systèmes d'extincteurs automatiques... cela devra faire l'objet d'un complément de l'étude de dangers</li><li>• art. 25 : l'exploitant doit présenter les études relatives aux vibrations induites par les équipements motorisés (compresseurs...),</li><li>• art. 32 : l'exploitant doit justifier, photo à l'appui, la réalisation complète du seuil formant rétention,</li><li>• art. 42 : l'exploitant doit justifier l'installation complète et le bon fonctionnement des détecteurs NH3 prévue dans l'étude d'implantation 2022,</li><li>• art. 48 : l'exploitant doit justifier l'installation et le bon fonctionnement de l'alarme visuelle incendie</li><li>• art. 53 : l'exploitant doit justifier, à l'entrée de la SdM4, l'installation d'un coffret contenant 2 masques et leurs cartouches et 2 paires de gants.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des ESP
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine. La prise en compte des normes en vigueur est recommandée pour l'installation de production et de mise en œuvre du froid. + Arrêté du 20/11/17 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples + Cahier technique professionnel du 23/07/2020 relatif au suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression
<b>Constats :</b>  Par mail du 24/03/2025, l'exploitant a communiqué un tableau de suivi des équipements sous pression (ESP) : 1 - onglet récipient : pour la fréquence des inspections périodiques (IP) il est difficile de statuer sur l'ensemble des fréquences retenues, en l'absence de mention du chapitre du CTP concerné. Pour rappel, si le récipient relève du chapitre B, la fréquence d'IP est de 48 mois, quelle que soit la catégorie de risque de l'équipement. S'il relève du chapitre C, selon sa catégorie de risque, la fréquence diffère : 24 mois pour la catégorie IV, 48 mois pour les catégories II et III. Pour relever du chapitre B, l'équipement doit notamment avoir subi en usine une pression d'épreuve supérieure ou égale à 2 fois la pression de service. Post inspection, par mail du 6/05/2025, l'exploitant : - explique que application de suivi des ESP Ealico ne permet pas d'extraire une colonne chapitre dans le tableau de suivi. - propose de faire remonter cela à son prestataire pour que cela évolue.  Pour les 3 équipements suivants: SDM4 CHILLPAC RL.11 Evaporateur, SDM2 Condenseur évaporatif CD.11 et SDM4 Séparateur d'huile CP.02, il apparaît que les pressions d'épreuve ne représentent pas le double des pressions de service. Ces 3 équipements ne relèveraient donc pas du chapitre B.  Il s'agirait donc d'équipements de catégorie IV. On peut donc en déduire qu'une fréquence de 24 mois est applicable pour les IP. Or, selon la liste, la fréquence retenue est de 48 mois. Il y aurait donc en défaut d'IP pour ces trois équipements.  Ceci reste cependant à confirmer, il s'agit peut-être d'une erreur de recopie de valeur de pression d'épreuve dans le tableau. Il faudrait voir dans les plans d'inspection correspondant si des informations complémentaires y figurent et s'assurer de la cohérence par rapport à la liste.  Post inspection, par mail du 6/05/2025, l'exploitant explique : - SdM4 ChillPAC évaporateur : ceci est une erreur de frappe, la pression d'épreuve est bien à 36 bar et non pas à 26 bar soit 2xPS. De plus il y a bien le justificatif du chapitre B associé à ce récipient, - SdM2 Condenseur évaporatif CD.11 : lorsque l'équipement a été actualisé dans Ealico, la périodicité du nouvel équipement n'a pas été abaissé à 24 mois. La visite initiale a été réalisé le 14/12/2024, - SdM4 Séparateur d'huile CP.02 : Il s'agit d'une erreur de saisie dans Ealico. Le récipient est bien à

24 mois. La dernière inspection périodique a eu lieu le 14/10/2024,

- Les plans d'inspections indiquent les périodicités. Une erreur dans le plan d'inspection de la SDM2 (ajout de la périodicité des chapitres C catégorie 4 à 24 mois) a été corrigée.

2 - Onglet Accessoires de sécurité : le principe est de remplacer ou de retarder les soupapes de sécurité lors de la RP (sur les systèmes frigorifiques, en général, le remplacement est privilégié). Le CTP froid prévoit que lors de la RP, la pose d'une soupape neuve ou retardée remonte à 6 mois maximum.

En considérant que la colonne AG (Dernière vérification) correspond au retarage/remplacement, on note que pour certaines soupapes, une fréquence supérieure à 6 ans est retenue pour la vérification suivante, ce qui n'est pas cohérent.

Par exemple pour SDM2 Soupape PSV.31 CP12, la dernière vérification date du 10/06/2021 et la prochaine vérification est programmée le 14/12/2028. Selon l'onglet récipient, cet équipement a fait l'objet d'une RP le 14/12/2022, la soupape ne pouvait donc au maximum être vérifiée ou remplacée que 6 mois avant, soit en juin 2022. Il y a donc un problème...

Post inspection, par mail du 6/05/2025, l'exploitant explique :

- pour SDM2 Soupape PSV.31 CP12, la dernière vérification date du 10/06/2021 et la prochaine vérification est programmée le 14/12/2028. Selon l'onglet récipient, cet équipement a fait l'objet d'une RP le 14/12/2022, la soupape ne pouvait donc au maximum être vérifiée ou remplacée que 6 mois avant, soit en juin 2022

- La soupape PSV.31 CP12 a été posée le 24/10/2022 en vue de la requalification périodique du 14/11/2022 (voir pièce-jointe). Les autres soupapes ont bien été remplacées ou retardées dans le respect des périodicités.

- L'ensemble de ces erreurs ont été corrigées dans Ealico. L'exploitant a communiqué le tableau de suivi des ESP frigorifique actualisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Etude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2/02/2006, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prise en compte du risque de dépotage accidentel à partir d'une citerne routière
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude de dangers sera régulièrement mise à jour en fonction de l'évolution des fabrications, de l'amélioration des connaissances des risques, de l'évolution de la technologie permettant de garantir une meilleure sécurité.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de 3 cuves de produits chimiques vrac de grande capacité alimentées par dépotage à partir d'une citerne routière : - acide nitrique (26 tonnes) et soude (24 tonnes) situées à proximité de l'aire de déchargement "parc produits chimiques", - chlorure ferrique (25 tonnes) située sur la station de traitement des eaux usées. Interrogé par l'inspection, l'exploitant reconnaît que la prévention du risque d'un mélange de produits incompatibles, consécutif à un dépotage accidentel à partir d'une citerne routière, n'est pas pris en compte dans l'EDD.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'exploitant doit actualiser son étude de dangers de façon à compléter l'étude de danger de l'établissement pour : <ul style="list-style-type: none"><li>• étudier tous les couples de mélanges incompatibles suivants : <math>\text{HNO}_3/\text{FeCl}_3</math>, <math>\text{HNO}_3/\text{NaOH}</math>, <math>\text{FeCl}_3/\text{NaOH}</math> et réciproquement (<math>\text{FeCl}_3/\text{HNO}_3...</math>) car la cinétique de formation d'éventuels gaz toxiques peut être différente...</li><li>• modéliser le scénario majorant afin d'évaluer la gravité sachant que 2 habitations sont présentes à 250m de la cuve de <math>\text{FeCl}_3</math> ; en particulier le scénario <math>\text{HNO}_3/\text{FeCl}_3</math> (et réciproquement) doit être modélisé car le chlorure ferrique se comporte comme l'acide chlorhydrique alors que l'inspection a identifié sur d'autres sites ICPE que le mélange acide nitrique/ acide chlorique est un mélange susceptible de générer des nuages toxiques pouvant atteindre des distances de l'ordre de plusieurs centaines de mètres à partir de l'événement de la cuve vrac concernée : il faut étudier les plus grands volumes de produits avec les proportions nécessaires pour que les 2 produits incompatibles se combinent de manière optimale ; et en prenant en compte la défaillance des différentes mesures de maîtrise des risques mises en place par l'exploitant ; tous les scénarios doivent être cotés en gravité et en probabilité (cf AM Probabilité Cinétique Intensité Gravité du 29/09/2005) ;</li><li>• expliquer comment il est organisé pour éviter une erreur de fourniture (le produit dans la citerne routière n'est pas le bon) ou une erreur de destination (la citerne routière n'est pas raccordée à la bonne cuve à remplir...) ; préciser les mesures de maîtrise des risques technico-organisationnelles retenues (nombre, niveau de confiance), la probabilité de l'événement initiateur (erreur humaine) pris en compte, la probabilité résiduelle obtenue en multipliant par le nombre de dépotage annuel...</li><li>• ensuite, l'exploitant saisira l'inspection sur la marche à suivre en vue d'exclure les éventuels scénarios majorants au titre de l'urbanisation.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 5 : Aire de déchargement de l'acide nitrique et de la soude en vrac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI-a
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention associée
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25...
<b>Constats :</b>  L'inspection constate la présence d'une aire de déchargement de l'acide nitrique et de la soude en vrac, de type capacitaire (c'est à dire formant rétention après fermeture de la vanne d'isolement avec le réseau d'eaux usées) : <ul style="list-style-type: none"><li>• mais des contenants, de type GRV ou bidons, certains vides, d'autres remplis, sont stockés dans la rétention et ne permettent pas un positionnement optimal du camion citerne sur l'aire de déchargement à proximité des bouches de dépotage ; en particulier, présence d'un GRV rempli de peroxyde d'oxygène (H<sub>2</sub>O<sub>2</sub>) incompatible avec l'acide nitrique et non protégé contre un choc éventuel avec la citerne routière,</li><li>• et la vanne d'isolement dysfonctionne : testée devant l'inspection, l'exploitant a pu la fermer mais n'a pu la rouvrir.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• ne doit pas stocker des contenants sur l'aire de déchargement formant rétention,</li><li>• doit matérialiser au sol la position du camion citerne sur l'aire de déchargement,</li><li>• doit justifier que le volume de la rétention peut stocker une citerne routière en cas de fuite accidentelle sur cette dernière,</li><li>• doit rendre opérationnel la vanne d'isolement avec le réseau d'eaux usées.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Aire de déchargement du chlorure ferrique en vrac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI-a
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention associée
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25...
<b>Constats :</b>  L'inspection constate l'absence de rétention associée à l'aire de déchargement du chlorure ferrique en vrac.  L'exploitant explique qu'en cas de fuite, les effluents de chlorure ferrique s'écouleront, via un caniveau grille, vers la fosse "toutes eaux" d'une capacité d'environ 10 m <sup>3</sup> ; puis seront dirigés vers le bassin d'aération ; en fonction des volumes, une recirculation sera possible entre le bassin d'aération et le bassin tampon de la STEP..  L'inspection porte à la connaissance de l'exploitant l'accident ARIA n°61585 survenu dans une laiterie d'Ille-et-Vilaine le 30/11/2023 relatif à la fuite intégrale d'un camion citerne d'acide chlorhydrique sur une aire de déchargement non équipée d'une rétention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• doit matérialiser au sol la position du camion citerne sur l'aire de déchargement,</li><li>• rédiger une procédure relative aux dispositions à prendre en cas de fuite accidentelle de chlorure ferrique sur l'aire de déchargement, et de tester cette procédure à l'occasion d'un exercice relatif au vidage intégral de la citerne routière en prenant en compte les éventuelles vapeurs toxiques générées qui compliqueront les actions de sécurité à mettre en œuvre : quels impacts sur la STEP et le fonctionnement de l'usine à court terme ? la pompe de relevage de la fosse toutes eaux résistera-t-elle à l'action physico-chimique du chlorure ferrique ? comment éviter une pollution du milieu naturel ?</li></ul> Dans l'attente d'une réponse de l'exploitant, l'inspection considère que l'aire de déchargement (STEP) n'est pas reliée à une rétention dimensionnée selon les règles de l'art.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois